

**CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICE DE CLOUD COMPUTING
EN INFRASTRUCTURE AS A SERVICE (IaaS)**

Entre

New Age Telecom

8, 12 rue Isaac Njits

Paris 75007

Représentée par son directeur général

M. Thomas BINET

Et

Procloud

1200 N. Courthouse Rd.

Arlington, VA, 22201, US

Représentée par son directeur général

Mr. James William GOUMBALA

La société **Procloud**, au capital de 100.000 dollars, ayant son siège social à 1200 N. Courthouse Rd., Arlington, VA, 22201, US et représentée par Mr. James William GOUMBALA.

Ci-après dénommée « le prestataire », d'une part ;

La société **New Age Telecom**, au capital de 25 332 197 euros, ayant son siège social à 8, 12 rue Isaac-Njits, Paris 75007 et représentée par son directeur général M. Thomas BINET.

Ci-après dénommée « le client », d'autre part ;

Article 1 - Objet de la prestation

L'objet du présent contrat et ses annexes, est la définition des conditions de la prestation de Cloud Computing IaaS (Infrastructure as a Service). Cette prestation définie comme la capacité offerte par le prestataire au client, à la distance et à la demande une infrastructure d'hébergement des données provenant du projet « *Digit'Eco* ».

Article 2 - Durée du contrat

Le présent contrat aura une durée de cinq ans, à compter de sa signature. Il sera renouvelable par tacite reconduction avec un préavis de six mois avant l'échéance du terme des cinq ans en cas de non reconduction.

Article 5 - Obligations du prestataire

Le prestataire prend en charge les prestations de cloud suivantes :

1. Hébergement des données à distance, capacité de 5 TB.
2. Back up service des données hébergées, capacité de 5 TB.
3. Assistance à la mise en place du système de codes d'accès de sécurité à distance aux hébergeurs.

Le prestataire doit prendre les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité des données hébergées et son intégrité.

Le prestataire remettra au client un code d'accès aux données hébergées pour les administrateurs. Ce code sera configuré par défaut « 1234567Digiteco ».

Article 6 - Obligations du client

Le client s'engage à mettre à disposition du prestataire les équipements, personnels et informations nécessaires afin que les systèmes du prestataire et du client puissent être connectés.

Le service de réseaux de transport, le service de réseaux interne et son interconnexion seront pris en charge par le client.

La plateforme du software et les applications à partir de l'interconnexion entre les réseaux externes et internes sont à la charge complète du client.

Le client s'engage à mettre en place des protocoles de sécurité tant humain que technologique afin d'assurer le réseau et le système d'accès aux hébergeurs.

Le client s'engage à changer, dans les 24 heures, le code configuré par défaut en vue de l'accès des administrateurs aux données hébergées, après sa communication par le prestataire.

Article 10 - Lieux de stockage et placement des serveurs

Le prestataire s'engage à stocker les données à sa charge et à placer ses serveurs dans les territoires d'Etats qui respectent les règlements de l'Union européenne en ce qui concerne le flux transfrontalier de données personnelles.

En cas de changement du placement physique des serveurs, le prestataire doit demander l'avis préalable du client. Cette demande d'avis doit être formulée au moins deux mois avant la date envisagée pour le changement.

Le prestataire s'engage à assurer la sécurité et l'intégrité des données hébergées lors de sa transmission et changement de lieux de stockage.

Article 14 - Audit de sécurité

Le client pourra réaliser des audits de sécurité du système du prestataire – à raison de un par an – en ce qui concerne l'hébergement principal, l'hébergement de back up, la capacité de réseau, le système d'accès aux administrateurs et leur conformité avec les obligations contractuelles du prestataire et les dispositions légales prévues par la réglementation en vigueur dans l'Union européenne.

Le client doit informer le prestataire dix jours avant la date envisagée pour l'audit. Si le prestataire ne peut pas répondre favorablement à la demande d'audit du client, son refus devra être dûment justifié dans les 48 heures.

Article 16 - Résiliation du contrat

En cas de manquement grave de l'une des parties à l'une de ses obligations, non réparé dans un délai de trente jours après mise en demeure, l'autre partie pourra mettre fin unilatéralement au contrat, à ses risques et périls.

Article 17 - Conditions du backsourcing

Le prestataire s'engage à restituer les données stockées dans un format courant au plus tard le jour de prise d'effet de la résiliation ou de la finalisation du présent contrat.

Article 19 - Juridiction en cas de litige

Les parties s'engagent à résoudre les conflits légaux dérivés du présent contrat près du tribunal de commerce de Paris.